

PREFET DE LA SAVOIE

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**prescrivant la constitution de garanties financières**

**Société ONYX**  
**Commune d'Albens**

**LE PREFET DE LA SAVOIE,**  
*Chevalier de l'ordre national du mérite*

**VU** les articles L 516-1, R 516-1 et R 516-2 du Code de l'Environnement, relatifs à la constitution des garanties financières ;

**VU** l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 portant autorisation d'exploiter un établissement de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux par la société ONYX sur le territoire de la commune d'Albens ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014 actualisant l'autorisation d'exploiter un établissement de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux par la société ONYX sur le territoire de la commune d'Albens ;

**VU** la proposition initiale de montant des garanties financières adressée par l'exploitant au préfet par courrier du 24 mars 2014 ;

**VU** la seconde proposition de montant des garanties financières adressée par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courrier du 10 juillet 2014 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 11 août 2014 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 16 septembre 2014 ;

**CONSIDERANT** que les installations classées exploitées par la société ONYX à Albens font relever l'établissement du dispositif des garanties financières, conformément aux dispositions réglementaires susvisées ;

**CONSIDERANT** que ces garanties ont vocation, en cas de défaillance éventuelle de l'exploitant, à suppléer ce dernier et à permettre la mise en sécurité des installations imposée par les articles R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement (cessation d'activité) ;

**CONSIDERANT** que le montant proposé dans le présent arrêté a été établi conformément à la méthode de calcul figurant dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'il prend en compte de manière adéquate l'ensemble des coûts afférents à la mise en sécurité du site ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Définition de l'exploitant**

La société ONYX, dont le siège social est situé 105 avenue du 8 mai 1945 – 69140 RILLEUX LA PAPE, est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations situées Rue Benoît Perret à ALBENS

### **Article 2 - Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R.516-1 5° du Code de l'environnement, pour les activités suivantes :

<b>rubrique</b>	<b>activités</b>
2713-1	Transit, regroupement ou tri de déchets métalliques non dangereux
2714-1	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois
2718-1	Transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (huiles usagées notamment)
2791-1	Traitement de déchets non dangereux (broyage de déchets de bois et de papier)

### **Article 3 - Montant des garanties financières à constituer**

Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 2 est fixé à 85 489 euros TTC (quatre-vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-neuf).

### **Article 4 - Modalités et délai de constitution des garanties financières**

L'exploitant communiquera au préfet le document attestant la constitution des garanties financières dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

Le document devra être établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

## **Article 5 - Renouvellement des garanties financières**

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, ou, annuellement, l'attestation établie par le comptable public.

## **Article 6 - Actualisation des garanties financières**

Le montant de référence des garanties financières, figurant à l'article 3 du présent arrêté, a été établi sur la base des valeurs suivantes :

- indice TP01 de septembre 2013 : 703,9 ;
- taux de TVA en vigueur au moment de l'établissement du présent arrêté : 20 %.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.

## **Article 7 - Appel des garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières constituées conformément au présent arrêté :

- en cas de défaillance de l'exploitant,
- quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention prévues à l'article R.516-2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée,
- et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 8 - Levée de l'obligation de garanties financières**

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée, et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par les présentes garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières.

La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## **Article 9 - Obligations d'information**

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant,
- tout changement de formes de garanties financières,
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement,
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières,
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

#### **Article 10 - Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **Article 11 - Délais et voies de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble.

Le délai de recours est :

- de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- d'un an pour les tiers à compter de la date de publication ou d'affichage du présent arrêté, dans les conditions prévues par l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

#### **Article 12 - Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Albens et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté est affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire.

Un extrait de l'arrêté est également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Cet extrait est également publié sur le site internet des services de l'Etat en Savoie pour une durée identique.

#### **Article 13 – Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire d'Albens.

Chambéry le **23 OCT. 2014**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

**François-Claude PLAISANT**